

**DEMANDE D'OUVERTURE D'UNE PROCEDURE  
DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE, DE LIQUIDATION JUDICIAIRE ou DE  
RETABLISSEMENT PROFESSIONNEL**

*(Anciennement dénommée « dépôt de bilan » ou « déclaration de cessation des paiements »)*

↪ Votre dossier doit être déposé par *vous-même au greffe ou si déposé par un avocat ou un mandataire, il doit être muni d'un pouvoir.*

↪ Un dossier reçu par voie postale n'est pas recevable (Art. R 631-1 / art. R 640-1 du code de commerce).

↪ Il est impératif de vous munir d'une pièce d'identité lors du dépôt de la demande au greffe.

**Pièces et renseignements prévus aux articles R. 631-1 (RJ), R. 640-1 (LJ) et R. 640-1-1 (RP) du code de commerce (à déposer en deux exemplaires).**

**A)- la demande, dûment remplie sur laquelle doit apparaître:**

- Le nombre de salariés employés au jour de la demande et le montant du chiffre d'affaires, défini conformément aux dispositions du cinquième alinéa de l'article R 123-200 du code de commerce, apprécié à la date de clôture du dernier exercice comptable,
- Le nom et l'adresse des représentants du comité d'entreprise ou des délégués du personnel habilités à être entendus par le tribunal s'ils ont déjà été désignés,

Dans le cas où l'un ou l'autre de ces documents ne peut être fourni, ou ne peut l'être qu'incomplètement, la déclaration doit indiquer les motifs qui empêchent cette production.

**B)- les annexes de la demande d'ouverture de la procédure :**

- L'état chiffré des dettes avec l'indication pour chaque créancier de son identité, de son adresse et du montant de sa créance (en distinguant ce qui est échu et ce qui est à échoir) **(annexes 1 et 2)** ; pour chacune des annexes, vous n'oublierez pas de procéder à l'addition de toutes les créances, \*
- La liste des salariés employés par l'entreprise au jour de la demande et le cas échéant, les montants des salaires impayés **(annexe 3)**,
- L'inventaire sommaire des biens de l'entreprise (matériel, stock), ainsi que les créances que vous auriez à l'égard de débiteurs **(annexe 4)**, \*
- Une attestation sur l'honneur certifiant l'absence de mandat ad hoc ou de procédure de conciliation dans les dix-huit mois précédant la date de la demande ou, dans le cas contraire, mentionnant la date de la désignation du mandataire ad hoc ou de l'ouverture de la procédure de conciliation ainsi que l'autorité qui y a procédé **(annexe 5)**,
- S'il s'agit d'une personne morale comportant des membres responsables solidairement des dettes sociales (SNC, société en commandite simple, GIE), la liste de ceux-ci avec l'indication de leur nom et domicile **(annexe 6)**.

**C)- les documents suivants :**

- Les comptes annuels du dernier exercice,
- Un extrait d'immatriculation au RCS ou au Répertoire des métiers, ou, pour les auto-entrepreneurs exerçant une activité commerciale ou artisanale, une copie de la déclaration auprès du Centre de Formalités des Entreprises (CFE),\*
- Une situation de trésorerie datant de moins d'un mois, (relevé de compte et ou caisse)
- Si l'entreprise exploite une ou plusieurs des installations classées au sens du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, la copie de la décision d'autorisation ou de la déclaration.

**D) Un pouvoir spécial si le déclarant n'est pas le responsable légale de l'entreprise (cf. modèle en annexe 7)**

**E) Pour le Rétablissement Professionnel l'attestation en annexe 8 est à remplir impérativement.**

**ATTENTION : Toutes les pièces ci-dessus comportant le signe « \* » doivent être établies à la date de la demande ou dans les sept jours qui la précèdent.**

# GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE SAINT BRIEUC

## DEMANDE D'OUVERTURE D'UNE PROCEDURE :

- DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE
- DE LIQUIDATION JUDICIAIRE
- DE RETABLISSEMENT PROFESSIONNEL

### I - IDENTITE DU CHEF D'ENTREPRISE ET DE L'ENTREPRISE CONCERNEE PAR LA DEMANDE:

#### Le soussigné :

- Nom : Prénoms :
- Domicile :
- Date et lieu de naissance : Nationalité :
- Nom et prénom du père :
- Nom et prénom de la mère (jeune fille) :



#### Assisté(e) ou représenté(e) par :

#### Agissant en qualité de : (cocher la case correspondante) :

- Commerçant - Artisan**
- Représentant légal de la société :**
  - **Forme :**
  - **Dénomination sociale :**
  - **Siège social :**
- Auto-entrepreneur exerçant une activité commerciale ou artisanale**

**Déclare que mon entreprise se trouve en état de cessation des paiements depuis le .....**  
(Date à partir de laquelle l'entreprise était dans l'impossibilité de faire face au passif exigible avec son actif disponible)

### II -AUTRES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ENTREPRISE:

 :  :

Fax :

 :

Activité principale :

Adresse de l'établissement principal :

Numéro d'identification (9 chiffres) : Inscription à un registre :

- RCS :
- RM :

Le cas échéant, liste et adresses des établissements secondaires (avec l'indication des greffes compétents):

#### ➤ Compléments à remplir uniquement dans le cadre d'une demande de Liquidation Judiciaire :

Le débiteur possède un bien immobilier :

- Oui Adresse :
- Non

➤ **Nombre de salariés :**

➤ **Chiffre d'affaires des trois derniers exercices :**

ANNEE	CHIFFRE D'AFFAIRE HT	RESULTATS

**Situation de trésorerie :**

Banque	N° Compte	Adresse agence	Solde

**Indiquer les raisons qui empêchent la communication de certaines pièces ou documents demandés :**

➤ **Compléments à remplir uniquement dans le cadre d'une demande de Rétablissement Professionnel :**

**En même temps qu'une demande de Liquidation Judiciaire, le débiteur peut demander un Rétablissement Professionnel.**

**Le demandeur doit remplir l'attestation en annexe 8**

### III - LES RAISONS DE LA DEMANDE D'OUVERTURE D'UNE PROCEDURE :

RAPPEL: constitue **l'état de cessation des paiements**, le fait pour toute personne physique ou morale exerçant une activité commerciale ou artisanale, d'être dans l'impossibilité de faire face à son passif exigible avec son actif disponible.

ATTENTION : le débiteur qui établit que les réserves de crédit ou les moratoires dont il bénéficie de la part de ses créanciers lui permettent de faire face au passif exigible avec son actif disponible n'est pas en état de cessation des paiements.

Sauf à solliciter l'ouverture d'une procédure de conciliation, le débiteur doit demander l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires **dans les 45 jours suivants la cessation des paiements**.

En fonction de votre situation, vous pouvez solliciter :

**Soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire** destinée à permettre la poursuite de l'activité de l'entreprise, le maintien de l'emploi et l'apurement du passif. OBJECTIF du redressement judiciaire : l'adoption d'un plan de redressement ou de cession à l'issue de la période d'observation,

**Soit l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire** si votre redressement est manifestement impossible. OBJECTIF de la liquidation judiciaire : « mettre fin à l'activité de l'entreprise ou réaliser le patrimoine du débiteur par une cession globale ou séparée de ses droits et de ses biens.)

Vous devez donner un état de votre passif exigible (dettes arrivées à échéance et pour lesquelles aucun accord avec les créanciers n'a été conclu) et de votre actif disponible (il s'agit des sommes et des valeurs dont vous pouvez immédiatement disposer, par exemple : fonds détenus en caisse, sur un compte-bancaire, effets de commerce échus ou susceptibles d'être escomptés...).

❖ **Données chiffrées expliquant la cessation des paiements :**

❖ **Les origines de la cessation des paiements :**

❖ **Montant de l'actif :**

**Dont actif disponible :**

❖ **Montant du passif :**

**Dont passif exigible :**













**Annexe 4**

**INVENTAIRE SOMMAIRE DES BIENS**

(Biens immobiliers et mobiliers, créances, )

Préciser les modalités d'évaluation des biens en cas de Rétablissement Professionnel

<b>Biens</b>	<b>Actifs disponibles</b>	<b>Actifs non disponibles</b>

**Montants totaux :**

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
(Signature)

## Annexe 5

### ATTESTATION

*De l'article R631-1 du Code de Commerce (R) et le cas échéant R640-1 du Code de Commerce (L)*

Je soussigné :

Atteste sur l'honneur :

*(Cocher la ou les cases vous concernant et le cas échéant, compléter les informations demandées)*

- Il n'a été désigné aucun mandataire ad hoc et il n'a été ouvert aucune procédure de conciliation dans les 18 mois précédant la présente demande,
- Il a été désigné **un mandataire ad hoc** :  
Date de désignation :  
Par le Président du TC de :
- L'entreprise a fait l'objet **d'une procédure de conciliation**  
Nom du conciliateur :  
Date de désignation :  
Par le Président du TC de :

Fait à \_\_\_\_\_ , le \_\_\_\_\_  
(Signature)

Annexe 6

**CAS PARTICULIER DES PERSONNES MORALES COMPORTANT  
DES MEMBRES RESPONSABLES SOLIDAIREMENT DES DETTES SOCIALES**

*(SNC - Sté en commandite simple - GIE)*

**Liste des membres concernés :**

Nom (+ nom d'épouse pour les femmes mariées)	Prénoms	Domicile personnel

Fait à \_\_\_\_\_ , le \_\_\_\_\_  
(Signature)

Annexe 7

**POUVOIR SPECIAL EN VUE DU DEPOT  
D'UNE DEMANDE D'OUVERTURE DE PROCEDURE**

Je soussigné (e) .....  
(nom et prénoms du dirigeant de l'entreprise concernée)

Demeurant à .....

- Exerçant en nom propre
- Agissant en qualité de représentant légal de la société :
  - *Forme juridique* : .....
  - *Dénomination sociale de l'entreprise* : .....
  - *Adresse du siège social* : .....  
.....
  - *Numéro Unique d'indentification (n° Siren)* : .....

**Donne pouvoir à:** (nom, prénoms et domicile du mandataire = personne ayant reçu le pouvoir)  
.....  
.....  
.....

A l'effet de signer et déposer au greffe du tribunal de commerce, en mon nom et pour le compte de l'entreprise susvisée une demande d'ouverture de procédure de :

**○ Redressement Judiciaire**

**○ Liquidation Judiciaire**

Fait à ..... le .....

Le mandant  
(signature et mention manuscrite  
« Bon pour pouvoir »)

Le mandataire  
(signature et mention manuscrite  
« Bon pour accord »)

**Annexe 8**

**ATTESTATION**  
**Concerne le Rétablissement Professionnel**  
*De l'article R640-1-1 du Code de Commerce*

Je soussigné :

Atteste sur l'honneur :

*( Cocher la ou les cases vous concernant )*

- Etre une personne physique exerçant une activité commerciale ou artisanale
- N'avoir employé aucun salarié au cours des six derniers mois
- Ne faire l'objet d'aucune procédure collective
- Avoir un actif inférieur à 5000 euros
- Ne pas avoir affecté un patrimoine à l'activité en difficulté
- Ne pas avoir été soumis à un Rétablissement Professionnel ou à une Liquidation Judiciaire close pour insuffisance d'actif depuis moins de 5 ans

Fait à \_\_\_\_\_ , le \_\_\_\_\_  
*(Signature)*